



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 12/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LEBRONZE ALLOYS**

ZI de la Voie de Châlons  
51600 Suippes

Références : d3i 2025-251  
Code AIOT : 0005702707

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement LEBRONZE ALLOYS implanté VOIE DE CHALONS ZI RD 977 51600 Suippes. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été effectuée dans le cadre de la mise en demeure du 29 février 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEBRONZE ALLOYS
- VOIE DE CHALONS ZI RD 977 51600 Suippes
- Code AIOT : 0005702707
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LE BRONZE exploite une fonderie pour la production de pièces en alliage cuivreux d'une capacité de 70t/j. L'établissement a pour client des secteurs de l'automobile, du transport ferroviaire, de l'aéronautique, du nucléaire et de la construction navale.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.5.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Bassin de régulation	AP Complémentaire du 20/10/2020, article 4.3.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Formation du personnel	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.6.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/02/2024, article 2	Sans objet
2	Mesures continues	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 9.2.2.1	Sans objet
3	Substances de mentions de danger	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7.c	Sans objet
4	Emissions diffuses	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 3.1.1	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.3.6	Sans objet
9	Equipe de première intervention	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.6.8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les rejets atmosphériques, l'exploitant a transmis des éléments d'étude de risque sanitaire pour lever la mise en demeure du 29 février 2024. Un projet d'arrêté préfectoral sera proposé ultérieurement.

Lors de la visite il a été constaté des émissions diffuses qui demandent un suivi important par l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/02/2024, article 2				
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission				
Prescription contrôlée :				
L'exploitant est mis en demeure de respecter dans <b>un délai de 6 mois</b> , l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-05-IC du 20 janvier 2020 :				
« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :				
° à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :				
	Cheminée 1			
Paramètre	Concentration( mg/Nm3)	Flux horaire ( kg / h )	Flux journalier (kg/j)	Flux annuel (t/an)
Poussières	2	0,13	3,22	0,64
Métaux (Cr+ Cu + Mn + Ni + Pb + Zn + As + Cd)	3	0,2	4,5	0,9
COVT	3	0,2	4,8	0,96
SO2	50	3,35	80,4	16,08
Paramètre	Concentration(n g I-TEQ/Nm3)	Flux horaire (g/h)	Flux journalier (g/j)	Flux annuel ( g / a n )
PCDD/F	0,1	6,7.10-6	0,16.10-3	0,03

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure fait suite à des mesures réalisées sur les 3 dernières années comprises entre 3 et 10 mg/Nm3 (2022 : 3,95 mg C/Nm3, 2023: 6,004 mg C/Nm3 au 1er semestre 2023 et 10,84 mg C/Nm3 au 2nd semestre 2023).</p> <p>Etant donné que l'exploitant n'est pas en mesure techniquement de respecter la valeur de 3 mg/Nm3 et que l'amplitude autorisée par les Niveaux d'Émission associés à la MTD n°46 (NEA-MTD) relatif à l'industrie des métaux non ferreux (BREF NFM ), publiées en juin 2016, est comprise 3 à 30 mg/Nm3, l'exploitant demande une modification de la valeur limite d'émissions des composés organiques volatils (COV).</p> <p>Pour appuyer sa demande, il a transmis par mail du 16 décembre 2024 une demande en justifiant cette augmentation par une étude de risques sanitaires (ERS) en date du 27 novembre 2024, qui conclut à l'absence de risques sanitaire en prenant l'hypothèse majorante d'une concentration en COV de 30 mg/Nm3,</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant que l'ERS est en cours d'instruction, et que l'orientation envisagée est de limiter l'augmentation de valeur limite d'émissions (VLE) à 15 mg/Nm3 pour faire face à d'éventuels projets comportant des émissions atmosphériques. En conséquence, le flux devra être réévalué, il passerait de 0,2 kg/h à 1kg/h</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement.</p> <p>La mise en demeure du 29 février 2024 peut être levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Mesures continues

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 9.2.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures continues</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Calage de l'auto-surveillance : afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées en continu, l'exploitant fait procéder, au moins une fois par an, aux prélèvements, mesures et analyses demandés en permanence par un organisme extérieur agréé par le ministère chargé de l'environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 octobre 2023, l'Inspection a demandé à l'exploitant de justifier du calage de son appareil de mesure de surveillance (AMS) par le laboratoire de contrôle lors de la prochaine campagne de mesure en novembre 2023.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 14 février l'assurance qualité (QAL 2) du laboratoire agréé réalisée le 23 avril 2024 permettant de justifier le calage de l'auto-surveillance.</p> <p>Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Substances de mentions de danger**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Substances de mentions de danger
<b>Prescription contrôlée :</b>  Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m <sup>3</sup> en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés
<b>Constats :</b>  Le rapport du laboratoire de contrôle du 16 juin 2024 indique des mesures de benzène de 0,074 mg/Nm3 pour un flux de 3,96 g/h. Etant donné le faible flux des émissions de cette substance (<10g/h) dans les rejets atmosphériques, il n'est pas nécessaire d'engager des suites et des surveillances supplémentaires. Par ailleurs, ce composé est suivi dans le cadre de la surveillance globale portant sur composés organiques volatils totaux (COVT) de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2020. Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Emissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres des meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'Inspection a observé des émissions diffuses pendant la coulée malgré la hotte aspirante placée au dessus du process. L'exploitant explique la démarche entreprise depuis un an sur la réduction des émissions diffuses à la source. Des travaux ont été engagés pour limiter ces rejets :

- capotage lors du chargement du four,
- goulottes aspirantes au niveau de la coulée.

Des études sont en cours pour augmenter la surfaces aspirantes des hottes au dessus du four afin de capter au mieux les diffus.

L'inspection suivra les évolutions et aménagements du process pour diminuer les émissions diffuses.

Les constats n'appellent pas de suite pour le moment.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie

##### **Prescription contrôlée :**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- 2 poteaux normalisés assurant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression dynamique ;
- une réserve artificielle de 1 865 m<sup>3</sup> de capacité. Les points d'aspiration associés doivent toujours être d'un accès facile et aménagés au plus près de la réserve afin de constituer des aires ou plates-formes dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum :
  - de 12 m<sup>2</sup> (4 m de longueur et 3 m de largeur pour les motopompes)
  - de 32 m<sup>2</sup> (8 m de longueur sur 4 m de largeur pour les autopompes).

La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 m au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 m au-dessous du niveau le plus bas du plan d'eau.

Ces points d'aspiration seront en tous temps signalés par des pancartes très visibles.

- de robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans les locaux en fonction de leurs dimensions ; ils sont situés à proximité des issues et de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- de matériels spécifiques :
  - un dispositif d'alerte constitué d'alarmes à déclenchement manuel (type bris de glace) judicieusement réparties dans l'ensemble du bâtiment de production, de telle sorte que la distance à parcourir pour atteindre un point d'alerte ne dépasse pas 100 mètres,
  - un dispositif d'extinction automatique au CO<sub>2</sub> solidaire de la presse à filer de 5 400 t, avec une rétention associée,
  - un système d'extinction automatique par gaz inerte solidaire du local spectrométrie,
  - un système de détection d'incendie avec report d'alarme vers le local de gardiennage

- dans les locaux de stockage d'huiles, les locaux techniques, et le local spectrométrie, un dispositif de détection anti-intrusion pour la protection des locaux administratifs.

#### Constats :

L'exploitant a transmis par courrier électronique en date du 11/02/2025 :

- le bon d'intervention de la société SAPIAN pour la vérification des extincteurs en date du 15/05/2024 ;
- le compte-rendu de vérification périodique des extincteurs Q4 réalisé le 26/09/2024 ;
- le compte-rendu de vérification et de maintenance des RIA en date du 28/11/2024. Le document rend compte de plusieurs observations. L'exploitant a transmis par courrier électronique le 12/02/2025, un bon de commande réalisé le 11/02/2025 pour la remise en état des RIA.
- les rapports d'intervention de la maintenance préventive réalisée par Siemens le 11/12/2024 sur les systèmes d'extinction automatique du local spectrométrie et de la presse à filer de 5400 t, ainsi que du système de détection incendie (détecteurs automatiques et déclencheurs).

Concernant les deux poteaux incendie, ceux-ci sont situés en-dehors du site de l'exploitant et appartiennent à la commune. L'exploitant a transmis à l'inspection le 14/02/2025, un document, non daté, transmis par la Mairie indiquant des informations sur le débit et la pression des deux poteaux incendies :

- le débit du poteau SPS 024 sous 1 bar est de 51,9 m<sup>3</sup>/h ;
- le débit du poteau SPS 025 sous 1 bar est de 72,2 m<sup>3</sup>/h.

En date du 18/02/2025, l'exploitant a néanmoins transmis un plan de son installation, ainsi que le volume théorique de la réserve d'eau.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté :

- la présence d'un plan d'évacuation illisible au niveau de la sortie de secours du secteur fonderie ;
- la présence d'un plan d'évacuation au niveau du rez-de-chaussée des bureaux administratifs ;
- l'absence du plan d'intervention du site, qui selon l'exploitant devait se situer à l'entrée du site.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que les plans doivent être mis à disposition des salariés, ainsi que des secours et qu'ils doivent être maintenus en bon état.

L'exploitant a transmis par courrier électronique en date du 19/02/2025, le justificatif de l'affichage du plan d'évacuation à l'entrée du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.5.1.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs de rétention

**Prescription contrôlée :**



<p>Le confinement des eaux d'extinction d'incendie est obtenu par rétention des eaux à l'intérieur des bâtiments, le volume disponible s'établissant à 2 130 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées ne devront jamais être diluées avec d'autres effluents. Les rejets respectent les valeurs limites définies à l'article 4.3.12.1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'Inspection constate que le bâtiment forme bien une cuvette permettant de maintenir la rétention des eaux à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont quant à elle dirigée vers le bassin d'eau pluviale situé à l'entrée du site. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer la gestion des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées par un incendie et qui se dirigeraient vers le bassin de régulation étanche.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 19/02/2025, des documents relatifs à l'entretien des séparateurs hydrocarbures qui ne répondent pas à la demande l'Inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit sous 1 mois, transmettre à l'inspection la procédure de gestion des eaux d'incendie ruisselant vers le bassin de régulation étanche.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Bassin de régulation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2020, article 4.3.6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales (réseau communal pluvial)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales issues des toitures des bâtiments et des voiries sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au réseau d'eaux pluviales communal qui aboutit à la rivière la Suippes, après passage dans un bassin de régulation étanche de 1800 m<sup>3</sup>, [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate la présence de végétation en abondance dans le bassin de régulation ne permettant pas de statuer sur le caractère étanche de celui-ci.</p> <p>L'exploitant indique lors de la visite que la présence de végétation avait été validée lors de contrôles. Néanmoins, l'Inspection n'a pas de preuves tangibles sur ces propos et ne permet pas de justifier l'étanchéité du bassin de régulation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant devra justifier de l'étanchéité du bassin de régulation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel. Une formation particulière doit être assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes (manipulation de gaz, de liquides inflammables, de produits toxiques,...). Cette formation doit notamment comporter : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. Un compte rendu écrit de ces exercices sera établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Par courrier électronique du 11/02/2025, l'exploitant a transmis le compte-rendu de l'exercice d'évacuation qui s'est déroulé le 7/05/2024. Des observations portant sur l'absence d'alarme et de déclencheur dans l'atelier fumiste ont été relevées. L'exploitant n'a pas présenté le justificatif des travaux réalisés suite à ces observations. L'exploitant a transmis, par mail le 12/02/2025 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la feuille d'émargement pour la formation EPI (Equipier de première intervention) réalisée le 18/11/2024, ainsi que la liste du personnel habilité EPI ;</li> <li>- la consigne générale en cas d'incendie (coupure gaz, électrique, etc.)</li> </ul> Par sondage, l'Inspection constate le respect de cette prescription.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 1 mois, l'exploitant devra transmettre les justificatifs de la levée des observations relevées dans le rapport d'exercice incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Equipe de première intervention

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.6.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant doit veiller à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

**Constats :**

L'exploitant a transmis, par mail le 12/02/2025, la feuille d'émargement pour la formation EPI réalisée le 18/11/2024, ainsi que la liste du personnel habilitée EPI.  
Par sondage, l'Inspection constate le respect de cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite